

Rapport sur l'Atelier

**Alliance des Initiatives Africaines pour la Paix**  
**Building an African Peace Constituency**  
**Constituição de uma Aliança das Iniciativas Africanas**  
**para a Paz**

Goree, 30 septembre – 3 octobre 2005

**(Soumis aux participants pour corrections et ajouts)**

Rapport fait par Cornelia Giesing et Odile Tendeng-Weidler  
07.12.2005

## **I. Résumé du contexte et des objectifs**

L'atelier qui s'est tenu du 30 septembre au 03 octobre 2005 a été l'acte de lancement du projet nommé "Alliance des Initiatives Africaines pour la Stabilisation de la Paix en Afrique de l'Ouest" (voir lettre d'invitation).

Ce projet soutenu financièrement par la GTZ a comme objectif "de faire connaître et d'aider à utiliser des mécanismes traditionnels (et informels) de stabilisation et de paix dans les différentes sociétés ouest africaines."

(voir Convention Séparée, signée en juin de 2005 par la GTZ et Goree Institute).

Il s'agit en fait d'identifier et de faire connaître de nouvelles approches sur les méthodes de gestion et de prévention des conflits. Ces méthodes doivent être:

- innovatrices,
- informelles,
- adaptées aux réalités culturelles et sociales des acteurs africains concernés,

- acceptées par les acteurs comme des expériences encourageantes, et dont la divulgation contribuera à la culture de la paix en Afrique de l'Ouest.

Il a été également retenu par tous les participants que les connaissances recherchées sont celles du savoir local, transmises et diffusées par des spécialistes de la parole, par des traditionnistes (porteurs de valeurs et de savoirs) ou par des responsables de rites ou autres personnes clefs à l'intérieur de structures fédératives ou réseaux qui transcendent les frontières nationales, ethniques et linguistiques.

## **II. Résultats – thèmes prioritaires et structure du travail**

Les participants à l'atelier ont exprimé le besoin d'avoir une connaissance plus vaste sur les savoirs et les valeurs ci-dessus mentionnés afin de mieux ancrer le travail (en cours) sur la citoyenneté et sur la paix dans différents contextes régionaux (spécifiques) transfrontaliers (les sous-zones 1, 2, 3).

1. Sénégal – Gambie – Guinée-Bissau
2. Mali – Burkina Faso – Côte d'Ivoire
3. Guinée – Sierra Leone – Liberia

Les participants ont formé deux pôles de travail avec des approches différentes, mais complémentaires, par rapport à l'objectif commun qui est de:

Contribuer à la restructuration du tissu social dans les zones  
frontalières

En explorant les approches de résolution de crises et de conflits  
basées sur des structures sociales et des savoirs dits  
"traditionnels"

Les thèmes prioritaires du premier Groupe (pôle de travail 1) :

(A) Rendre visible le rôle et l'action des femmes engagées dans la construction de la paix parmi les populations impliquées dans des conflits dans les trois espaces transfrontaliers.

(B) Analyser "l'effet fédérateur" qui se produit dans des espaces (réseaux) d'action commerciale, rituelle et autres; des espaces qui transcendent les frontières nationales, ethniques et linguistiques, voire religieuses afin d'enrichir de ce savoir les stratégies des acteurs civils engagés pour la paix.

Le thème prioritaire du deuxième Groupe (pôle de travail 2) :

(C) Exploitation pédagogique de la littérature orale avec comme objectif de produire des recueils et d'analyser des textes oraux sur la prévention et la gestion des conflits  
(la sous-zone: 2) Burkina – Mali- Côte d'Ivoire et la sous-zone 1) Guinée-Bissau – Sénégal – Guinée)

Membres du Groupe I

GORIN (Sénégal), FERFAP (Mali), REFMAP (Guinée), Université "Colinas de Boé" (Guinée-Bissau), INEP (Guinée-Bissau), USOFORAL (Sénégal), ACE-RECIT (Burkina Faso), WANEP (Sénégal) +

Membres du Groupe II

TOCSIN (Burkina Faso), Université de Ougadougou (Dpt. Innovations Pédagogiques), INEP (Guinée-Bissau), PLACON-GB, GORIN +

Les membres des deux pôles s'engagent à mener des études et des recherches – actions dans les trois zones mentionnées ci-dessus et de se retrouver régulièrement à tour de rôle pour des rencontres d'échange et de réflexion au niveau régional.

Ceci qui permettra une approche comparative et garantira également une vaste diffusion des connaissances obtenues à travers les réseaux représentés par les participants.

Les groupes cibles sont les organisations de femmes et de jeunes, les médias (radio rurale), l'éducation nationale, les communicateurs traditionnels et d'autres traditionnistes (porteurs de valeurs, les autorités locales), les autorités politiques et administratives.

### **III. La diffusion des connaissances**

Les résultats des études et des recherches – actions dans les trois zones seront publiés, sous forme de:

- d'activités de sensibilisation et formation,
- de campagnes de plaidoyer et de lobbying,
- de documents pédagogiques et d'un film documentaire.

Le terme publication est à considérer selon son sens premier: "faire connaître". Selon la conception des pôles et unités (annexes 1 et 2).

Les pôles ont planifié les activités de manière à obtenir les premiers résultats dans un délai de six mois, après le déblocage des moyens financiers nécessaires.

Toute publication sera au préalable examinée par les membres de l'Alliance selon une éthique et une terminologie sur lesquelles le groupe se sera convenu. L'éthique et la terminologie seront établies par un groupe de réflexion avec l'appui de spécialistes en science de la communication. Ceci s'avère nécessaire pour garantir une conduite commune à adopter quant à l'utilisation des médias dans un but pédagogique et pour ce qui concerne aussi les contenus à publier. L'établissement d'un tel code est nécessaire pour éviter toute sorte d'abus et d'instrumentalisation politique des termes "tradition" et des notions identitaires.

#### **Remarque explicative sur la diffusion des connaissances**

Il convient de noter que les participants ont retenu que le contenu du mot "tradition" et son usage dans des contextes conflictuels mérite une attention particulière. Comme nous le savons, au nom de la «tradition», des conflits sont alimentés par des traditionnistes, des partis politiques, des médias, des gouvernements, etc.

La question a été approfondie en plénière suite à la contribution de Prof. Eugénie Rokhaya Aw-Ndiaye, directrice du CESTI de l'Université de Dakar, laquelle contribution a porté sur le rôle des médias pendant les conflits. Prof. Aw-Ndiaye s'est déclarée disponible pour servir de conseillère aux membres de l'alliance.

Il a été également retenu que les partenaires de l'Alliance prêteront une attention particulière dans l'usage des termes et de notions qui affichent des replis identitaires, qui font référence à la "tradition" comme une exclusion à l'autre, les "ethnies", etc. Goree Institute fera le recueil des définitions et termes sous forme d'un glossaire qui fournira les données de base au groupe de réflexion.

La (future) Alliance développera un forum de discussion sur son site Internet. Ce site sera mis en place par Goree Institute avec l'appui de CECIDE (Aimable Manirakiza, coordinateur de l'unité de réflexion sur les dispositifs institutionnels).

#### **IV. Le fil conducteur - La citoyenneté transfrontalière**

Les échanges intensifs entre les partenaires étaient basés sur des expériences concrètes et des connaissances approfondies dans les domaines des études scientifiques, de la recherche-action, notamment dans la zone transfrontalière Guinée - Sierra Leone - Liberia (la sous-zone 3). La production d'outils pédagogiques repose sur le savoir et les pratiques "traditionnels" (la sous-zone 2: Burkina Faso - Mali - Côte d'Ivoire).

Les deux pôles de travail ont par conséquent intégré des études comparatives portant sur le type de savoirs et des structures fédératives (et les pratiques sociales qui leur sont associées) ci-dessus mentionnés dans les plans de travail.

Les partenaires se sont convenus de partager leurs expériences et d'en faire bénéficier les acteurs de la société civile dans les autres zones transfrontalières traversées par des conflits.

Compte tenu de ce plan de travail le thème de la citoyenneté reste le fil conducteur de toutes les activités prévues dans les zones transfrontalières.

Les objectifs :

1) Retenir des éléments à intégrer ("exploiter") dans les initiatives de la société civile. Le but de cette démarche est de renforcer la citoyenneté transfrontalière dans trois zones spécifiques, là où le tissu social a subi une transformation (conflictuelle) (pôle 1).

2) Valoriser et revitaliser le code moral qui soutient la culture de la paix en Afrique de l'Ouest en tant que héritage des civilisations africaines. Découvrir comment fonctionne la transmission de valeurs à travers la littérature orale et comment les intégrer dans les matériaux pour l'éducation scolaire et civique, les transformer en outils pédagogiques innovateurs (pôle 2).

Les deux pôles s'adressent transversalement à la problématique du genre, au rôle spécifique des femmes (Mariam Maiga, Seynabou Male-Cissé, Odile Tendeng-Weidler et autres), et aux applications pédagogiques qui amèneront les jeunes à prendre une part active dans le processus de paix (Abbe Camille Gomes, Louis Millogo, Albert Ouedraogo, Raul Mendes Fernandes et autres).

## **V. Les résultats – l'engagement**

## **Les principaux objectifs de l'atelier (voir programme) ont été atteints.**

### **I) Le processus de la constitution des pôles de travail**

Les résultats des deux pôles de travail ci-dessus mentionnés (voir aussi annexe 1 pour les plans de travail) ont dépassé toutes les attentes.

Les pôles de travail se sont constitués solidement en définissant des plans de travail précis, grâce à la modération professionnelle des deux consultants et à une très forte collaboration des participants.

L'établissement du plan de travail pour le pôle II ("innovations pédagogiques") a été accompagné par Dr. Christiane Agboton-Johnson (MALAO) qui sera "une personne ressource". Elle appuiera Goree Institute dans toutes les activités relatives à l'Alliance. Elle fera partie, en tant que conseillère, de l'unité de réflexion des personnes chargées de la formalisation de l'alliance des initiatives pour la paix (voir infra).

Compte tenu du nombre important de ses membres, le pôle I a eu du mal à travailler dans les limites du temps qui lui était imparti. Pour cette raison le plan de travail n'a pas pu être affiné pendant l'atelier. Il le sera dans un délai de deux semaines.

Au cours de l'atelier, la responsable des programmes de Goree Institute a proposé le regroupement dans le pôle I de tous ceux qui travaillaient sur les thèmes transversaux. Cette proposition avait pour finalité d'éviter des travaux parallèles, d'utiliser au mieux les ressources humaines et les synergies, et last but not least, et ce, en fonction des possibilités financières et personnelles de Goree Institute.

Ainsi le pôle I englobe deux autres pôles qui s'étaient constitués avec un petit nombre de participants sur les thèmes de:

- 1) la citoyenneté (2 membres + 1 consultant) et
- 2) la citoyenneté dans la zone transfrontalière Sénégal – Gambie – Guinée-Bissau (2 membres + un membre de l'Eglise adventiste du 7<sup>e</sup> jour + une représentante d'une organisation non africaine qui appuie un projet dont la responsable est déjà membre du pôle I).

La responsable de programme de Goree Institute a exprimé son malaise sur le principe, non respecté, de la séparation des rôles de participant et de consultant qui, par définition, a un contrat pour un travail bien déterminé.

En dehors de cette considération, le réseau Dschangshuss que représentait le consultant ne pouvait pas, dans ce cas précis, pour des raisons de circonscription géographique, être membre de l'alliance, mais à la limite se mettre à la disposition de l'Alliance en tant que "personne ressource".

Étant donné que le thème de la citoyenneté est abordée sous divers angles, thématiques et régionaux, par le pôle I et que la zone transfrontalière Sénégal – Gambie – Guinée-Bissau est également une des zones à explorer par l'équipe du pôle I, il fut convenu de l'intégrer au pôle I.

Les membres de chaque pôle apportent une expertise importante et des expériences concrètes dans les domaines considérés. Les hautes compétences en matière de connaissances théoriques et pratiques des participants et le fait qu'ils les ont mises spontanément à la disposition de l'atelier (sans rémunération) ont contribué d'une manière remarquable au succès de l'atelier.

## **II) L'unité de réflexion**

Suite à la constitution des pôles de travail qui a eu lieu le 3 octobre, les participants ont rédigé et validé une déclaration (voir annexe 2) qui décide entre autres de la mise sur pied d'une unité de réflexion en nommant des personnes chargées

de la formalisation de l'Alliance des initiatives africaines pour la paix.

Cette unité a été constituée selon le critère de la représentation équitable par pays et pôles de travail.

L'unité est prête à recevoir des participants de la Côte d'Ivoire et de la Gambie, pays non représentés à l'atelier, mais inclus dans les zones où les actions de recherche sur la citoyenneté transfrontalière auront lieu, telles qu'elles sont planifiées par les pôles de travail.

Le coordinateur et les membres de l'unité de réflexion qui sont chargés de la formalisation de la future Alliance sont:

Aimable Manirakiza (CECIDE, Guinée)  
Albert Ouedraogo (TOCSIN et Université de Ouagadougou)  
Saran Daraba Kaba (REFMAP - Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix)  
Jamel Handem (PLACON-GB)  
Mariam Maiga (FERFAP)  
Abbe Camille Gomes (Diocèse Ziguinchor)

Sont désignés comme représentants des points focaux par pays:

Bureima Oudraogo (Burkina Faso)  
Mme Saran Daraba Kaba (Guinée)  
Mariam Maiga (Mali)  
Raul Mendes Fernandes (Guinée-Bissau)  
Seynabou Male-Cissé (Sénégal)  
N.N. (Côte d'Ivoire)  
N.N. (Gambie)

Les membres de la future Alliance dont l'atelier s'est tenu à Goree Institute du 30 septembre – 3 octobre sont des praticiens et des intellectuels, des personnalités engagées pour la paix en Afrique de l'Ouest et dans le monde. Ils représentent chacun un membre moteur de plusieurs initiatives et organisations africaines pour la paix.

Les participants et participantes, des hommes et des femmes de terrain dont les expériences ont fait leurs preuves, se sont réunis pour échanger mutuellement sur leurs ressources, leurs connaissances et leurs expériences. C'est sur cette base, ils ont crée des synergies pour avancer ensemble vers l'objectif en fortifiant les nouvelles approches que chacun utilise dans le travail pour la paix, dans le contexte spécifique de l'Afrique de l'Ouest.

Les différentes initiatives africaines pour la paix qui se sont réunis à Gorée du 30 septembre au 3 octobre 2005 représentent des organisations dans les pays suivants : le Mali, la Guinée, le Liberia, La Sierra Leone, la Guinée-Bissau, le Burkina Faso, le Sénégal (voir Liste des participants).

Les portes sont ouvertes à d'autres initiatives qui partagent le désir de travailler activement dans le sens de ce que nous venons d'exposer et qui souhaitent nous rejoindre sur une base volontaire.

Cornelia Giesing (GORIN)  
Odile Tendeng-Weidler (GORIN)

Doudou Dia (GORIN)

